

*Initiatives ministérielles*

[Traduction]

**M. Rod Murphy (Churchill):** Monsieur le Président, dans son discours, le député parlait des motions et du fait qu'il y en avait un grand nombre venant du Nouveau parti démocratique. Il disait que ce sont des motions qui coûtent cher aux contribuables. Toutefois il n'a pas mentionné les motions que j'ai déposées.

Une des miennes demande que l'on interdise les promesses pendant les campagnes électorales. Je me demande si le gouvernement, s'il est tellement anxieux d'économiser, ne pourrait pas arrêter de faire des promesses juste avant les élections en Saskatchewan et en Colombie-Britannique? Je me demande si le député qui a été élu dans la province de Québec, il y a déjà un certain temps, pourrait nous dire exactement combien le gouvernement a dépensé pour essayer de faire élire son candidat dans la circonscription de Lac-Saint-Jean.

[Français]

**M. Denis Pronovost (Saint-Maurice):** Monsieur le Président, vous savez, en politique, les promesses en campagne électorale et la réalité d'un gouvernement à l'autre, il y a des fois qu'on a pu évaluer que ce n'était peut-être pas toujours à notre goût. Le NPD ne peut plus utiliser cela depuis que Bob Rae est le premier ministre de l'Ontario. On n'a plus de leçon à recevoir du NPD, des grandes promesses qui sont faites.

Vous parlez du député de Lac-Saint-Jean, ça c'est une autre question. L'argent qui a été dépensé dans cette circonscription électorale a été grossi. Ça pourrait être réévalué.

• (1350)

On pourrait avoir un grand débat là-dessus et je serais prêt à affronter mon collègue de Churchill pour qu'on explique ça en long et large. Il ne faudrait pas non plus insinuer tout le temps que quand arrive les élections provinciales ou complémentaires, qu'il se passe telle ou telle chose.

Ce qui est important aujourd'hui, c'est que l'économie canadienne et la reprise économique sont menacées parce que la Fonction publique du Canada est en grève et entre maintenant dans sa troisième semaine. Hier, le port de Vancouver a été complètement paralysé. On a «garroché» des clous sur la voie publique, à Dorval. Il y a eu des centaines de crevaisons. On a empêché... on a violenté des infirmières de l'Hôpital Sainte-Anne-de-Bellevue, hôpital pour vétérans. On leur a «garroché» des tomates et je ne sais pas quoi. On a contrevenu complètement aux règlements sur les services essentiels.

J'entends encore le député de Shefford qui est en train de dire n'importe quoi. Il devrait peut-être nous dire

exactement ce qu'il pense là-dessus. Les gens du Bloc québécois, la semaine passée, il y en avait un qui était pour et un autre qui était contre. Le député de Shefford... le député de Hull, c'est une autre affaire, une journée, il est membre du Parti libéral du Canada et subitement, c'est un habile patineur artistique qui fait un 360 degrés de tour, il démissionne du parti et devient indépendantiste parce qu'il a perdu ses élections à la chefferie de son parti. En même temps qu'il était membre du Parti libéral du Canada, il devient membre du Bloc québécois. Par après, il est membre du Parti libéral du Québec. Demain matin, il deviendra probablement membre du Parti québécois. Quelle leçon peut-on recevoir de la pire girouette que le Parlement fédéral ait jamais eu en son sein.

Le gouvernement est responsable et sérieux. Ce n'est pas facile d'agir dans les circonstances actuelles et nous avons voulu donner l'exemple à l'ensemble de la société canadienne. Nous allons continuer de la sorte et nous continuerons de dénoncer les gestes de violence qui se produisent sur les lignes de piquetage. Je suis certain que les citoyens canadiens, ce n'est pas ça qui les concernent, le fait qu'on ait actuellement un gouvernement qui prend ses responsabilités. Le citoyen canadien veut aller plus loin que ça. Il veut se dire de façon définitive: On jugera le gouvernement en temps et lieu mais entre-temps, laissons le gouvernement gouverner. Voilà comment les choses fonctionnent. Et n'essayons pas de renverser le gouvernement comme les députés du NPD tentent de le faire actuellement.

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le président, j'ai entendu ce discours complètement décousu qui reflète très bien la panique du député de Saint-Maurice. À quelques jours de la fondation du Bloc québécois dans Saint-Maurice, même sans être fondé, on sait que le député a paniqué. Quand je le vois prendre une position aussi radicale à l'égard des fonctionnaires quand tout à l'heure il attaquait le député de Beauséjour en disant qu'il avait dit ci ou ça dans les années précédentes, par contre il se réjouissait du nombre de fonctionnaires qu'il avait dans son comté. Je pense qu'il n'a pas rendu hommage en même temps qu'il a critiqué. C'est toujours bien pas parce que je veux défendre le député de Beauséjour, c'est juste que je pense qu'il a eu une espèce d'oubli mental à savoir pourquoi il avait tellement de fonctionnaires chez eux.

Ce que je veux surtout lui dire, c'est que nous n'avons pas de difficulté avec notre position. Pour nous, individuellement, nous avons la liberté de nous exprimer. Nous ne sommes pas pris dans un parti comme le sien où à chaque fois que son chef se lève pour approuver une mesure, le député de Saint-Maurice, qui n'a jamais fais